



Communiqué confédéral de la CNT

Le 07/10/2018

FACE AUX MESURES ANTISOCIALES ET AU CYNISME DU GOUVERNEMENT : NE NOUS DÉMOBILISONS PAS !

La Confédération Nationale du Travail (CNT) appelle l'ensemble des salarié.es du public comme du privé et plus largement l'ensemble de la population à participer à la journée de grève et de manifestation interprofessionnelle le mardi 09 octobre prochain.

Nous sommes conscient.es qu'une seule journée de mobilisation, ne permettra pas de faire reculer le gouvernement, mais nous considérons toujours nécessaire **de fédérer les différentes revendications (sociales et économiques) du monde du travail, pour la construction d'un réel mouvement unitaire à la base**, pour s'opposer et imposer collectivement nos revendications contre les politiques libérales du gouvernement.

Les attaques patronales soutenues par le « président des riches » se multiplient : Casse des services publics (éducation, hospitaliers, ferroviaire etc.), casse de l'assurance chômage, plan de licenciements dans le privé, dérèglementation du temps de travail en imposant toujours plus de flexibilité, temps partiel imposé précarisant encore un peu plus les travailleuses et les travailleurs, fusion des instances représentatives du personnel avec le CSE, référendum d'entreprise permettant d'isoler les salarié.es, **la coupe est pleine !**



Dans la Fonction Publique

Ce sont l'ensemble des ministères qui sont dans le collimateur du gouvernement. Dans sa violence sociale et toxique pour l'ensemble de la population, **le gouvernement projette de supprimer plus de 120 000 postes de fonctionnaires en 5 ans.** Ce choix politique du gouvernement s'inscrit dans la continuité d'une logique libérale depuis les années 80, notamment sous Rocard. Alors que l'éducation et la santé constituent une priorité pour notre société, **ce seront les classes populaires qui paieront le prix de ces réformes.**

-Dans l'éducation : Réduction des effectifs toutes catégories confondues, **soit 3600 postes qui seront supprimés dans les collèges et lycées**, alors que le ministère de l'éducation estime à 40.000 les élèves supplémentaires attendu.es tous les ans. La bourgeoisie pourra toujours scolariser ses enfants dans les établissements privés, dans des écoles prestigieuses et d'élites, **tandis que les familles prolétaires, inscriront leurs enfants dans des écoles surchargées, qui auront du mal à fonctionner par manque de personnel.**

Les lycées professionnels, eux, devront de plus en plus se plier à la logique conjoncturelle de l'employabilité de certains secteurs pour fournir

de la chair à travail à des entreprises qui pourront financer certaines filières et donc s'imposer sur le contenu des programmes, comme cela se fait déjà dans certaines universités. L'enseignement sous le règne libéral sera de répondre aux exigences du marché du travail **et non plus la possibilité pour les lycéens-lycéennes et étudiant.es de suivre des études de leur choix.**

-Dans la santé : Les personnels des hôpitaux, des EHPAD, subissent des conditions de travail catastrophiques, ne permettant plus d'assurer un véritable service public de soin pour les patient.es et/ou résident.es. **Le Lean management s'instaure dans les établissements, poussant le personnel à**

bout. Les dernières mobilisations des personnels de la santé, qui dénonçaient le manque de moyen (matériel, humain etc.) révèlent une fois de plus l'arrogance du gouvernement Macron face à ces problèmes, puisque le président déclarait : « *notre système ne souffre pas d'un manque de moyens* ». La volonté des différents gouvernements successifs

est de faire de la santé un marché « juteux », cela en réduisant considérablement les budgets, pour mieux engraisser les groupes privés. Dans cette logique marchande de la santé à deux vitesses (appelée par la technocratie « l'offre de soin ») **mieux vaut sortir sa carte bancaire pour se faire soigner, plutôt que sa carte vitale.**

Un choix idéologique assumé par la classe capitaliste

Plus globalement, la volonté des réformateurs est de « transférer » les postes de la fonction publique au privé (comme ce fut le cas, à la poste, à France télécom et maintenant à la SNCF). **La raison essentielle motivant les réformateurs et la classe capitaliste à casser le statut des fonctionnaires est qu'il ne rentre pas dans la logique financière et donc marchande :**

-Les fonctionnaires perçoivent un salaire à la qualification personnelle (qui peut évoluer selon les grades qui ne peut être diminué), qui le suivra tout le long de sa vie professionnelle et lors de la « retraite ». Ce salaire à la qualification personnelle est par conséquent **déconnecté du marché du travail, et donc du chantage à l'employabilité comme c'est le cas dans le privé.**

-Les salarié.es du privé, perçoivent un salaire qui est rattaché à un poste de travail. De ce fait, ce salaire diffère selon les emplois occupés, le rendant de fait **dépendant du marché du travail** (logique capitaliste et donc marchande), **au chantage à l'emploi etc.**

Chômeur.euses, retraité.es : la chasse est ouverte

Les dernières lois en matière d'assurance chômage sont une fois de plus une escroquerie, en instaurant entre autre les offres d'emplois dites « *raisonnables* » et en multipliant les contrôles. « Il faut accepter une offre d'emploi même si ce n'est pas exactement ce qu'on veut », déclarait Macron. Alors que **c'est le quotidien de millions de personnes qui actuellement n'ont pas d'autre choix pour survivre que d'accepter des emplois précaires**, qui pour certains sont à temps partiels imposés.

Sur les retraites, une fois de plus nous aurons le droit à une énième réforme notamment sur son financement. Voir le tract que nous avons publié à ce sujet :

http://www.cnt-f.org/IMG/pdf/tract_conf_unedic_2018.pdf

Ce scénario n'est pas une fatalité, il ne tient qu'à nous de le faire échouer.

**La lutte collective est plus que jamais importante :
le gouvernement veut aller vite ? à nous de nous mobiliser sans attendre !**

La CNT